

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 08/02/2024

Date de transmission de la convocation dématérialisée : vendredi 2 février 2024

Date de publication et d'affichage : 2 février 2024 - Nombre de conseillers : En exercice : 35
Présents : 30 - Excusés représentés : 33- Excusé non représenté : 1 - Absent : 1 - Votants : 33

VOTE : A l'unanimité - Pour : 33 - Contre : - Abstention :

L'an deux-mille-vingt-quatre, le jeudi 8 février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à l'Hôtel de Ville (Salle du Conseil Municipal), 555 route de Boissise, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. Franck VERNIN, M. Serge DURAND, Mme Jocelyne BAK, M. Christian QUILLAY, Mme Ouda BERRADIA, M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Stéphanie GUY, M. Hamza ELHIYANI, Mme Maxelle THEVENIN, M. Georges AURICOSTE, Mme Maggy PIRET, M. Charles LEFRANC, Mme Michèle EULER, Mme Julienne TCHAYE, M. Taoufik BENTEJ, Mme Laure HALLASSOU, Mme Sylvie RIGAULT, Mme Sophie IMOUZOU, M. Fabien FOSSE, M. Benoît BATON, Mme Lidwine SCHYNKEL, Mme Sophie GUILLOT, M. Renaud POIREL, M. Denis GRIVALLIERS, Mme Justine KENGNE, M. Robert SAMYN, M. Jean-Paul DELOURME, M. Jean-Pierre GUERIN, Mme Sylvie GUÉZODJÉ, Mme Angélique DECROS

Etaient excusés représentés : M. Didier DESART avait donné pouvoir à M. Denis DIDIERLAURENT, M. Neima TOUNKARA à M. Franck VERNIN, Mme Nathalie DAUVERGNE-JOVIN à M. Jean-Pierre GUERIN

Etait excusée non représentée : Mme Karine ROUBERTIE

Etait absente : Mme Nadia DIOP

A été nommé secrétaire de séance : M. Georges AURICOSTE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le : **12 FEV. 2024**
Et Publication du : **13 FEV. 2024**

N° : 2024DCM-02-60

Objet : Vote du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2024 sur la base d'un rapport

- Vu le Code général des collectivités territoriales (Cgct), notamment en ses articles L. 2121-29 et L. 2312-1 imposant aux collectivités locales de plus de 3 500 habitants d'organiser un Débat d'Orientation Budgétaire dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget
- Vu l'article L. 5217-10-4 du Cgct
- Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son l'article 107
- Vu le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire
- Vu l'avis de la Commission finances, administration générale et modernisation de la vie publique du 29 janvier 2024
- Vu le rapport retraçant les informations nécessaires au DOB transmis à chaque membre du Conseil Municipal, ci-annexé
- Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'année 2024, présenté ce jour.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Franck Vernin
Maire

Georges Auricoste
Secrétaire de séance



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

1505 177 51

1505 177 51

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Conseil Municipal du 8 février 2024

INTRODUCTION

Préalablement au vote du budget primitif (BP), le débat d'orientation budgétaire (DOB), ayant pour support le rapport d'orientation budgétaire (ROB), permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation. Sa tenue est obligatoire dans les Communes de plus de 3 500 habitants et doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif par le Conseil municipal. La date butoir pour voter le BP est fixée au 15 avril.

Concernant le DOB, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRE) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L .2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du DOB. Le présent support au DOB 2021 du Mée-sur-Seine tient compte du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB. Il inclut obligatoirement pour les communes de plus de 10 000 habitants, des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024

TABLE DES MATIERES

| | | |
|--------|---|----|
| I. | CONTEXTE GENERAL..... | 4 |
| I.1. | CONTEXTE ECONOMIQUE..... | 4 |
| I.2. | ORIENTATIONS DES FINANCES PUBLIQUES | 5 |
| 2. | ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 | 6 |
| 2.1. | EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT..... | 6 |
| 2.1.1. | Recettes de fonctionnement : Des évolutions hétérogènes | 6 |
| 2.1.2. | Dépenses de fonctionnement : La nécessité d'une gestion rigoureuse | 8 |
| 2.1.3. | Autofinancement..... | 12 |
| 2.2. | LES DEPENSES ET LES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 13 |
| 2.2.1. | Programme d'investissement | 13 |
| 2.2.2. | Structure et gestion de la Dette | 14 |

I. CONTEXTE GENERAL

I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE

L'économie mondiale devrait connaître sa troisième année consécutive de ralentissement en 2024, avec un taux de croissance projeté à 2,4 %. En cause, des politiques monétaires et des conditions de crédit restrictives, un commerce mondial en berne et une faible dynamique d'investissement. La croissance devrait donc marquer le pas à 2,4 % en 2024 avant de remonter à 2,7 % en 2025.

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu inchangées ses prévisions de croissance économique mondiale, malgré des signaux peu rassurants. L'institution internationale table toujours sur une hausse du PIB de 3 % en 2023 et un peu le même rythme en 2024 (+ 2,9 %).

Dans ses prévisions publiées en décembre, la Banque de France a prédit que l'inflation atteindrait 5,7% en moyenne annuelle en 2023 et tomberait à 2,5% en 2024, mesurée selon l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) permettant une comparaison entre pays européens.

L'inflation française reviendrait à un niveau plus faible en 2024, ce qui permettrait de relancer la consommation des ménages. La vigueur de cette relance reste toutefois en débat, en raison d'incertitudes sur le niveau de l'inflation et sur le taux d'épargne des ménages.

Selon le Gouvernement, l'inflation mesurée au moyen de l'indice des prix à la consommation passerait de 4,9 % en 2023 à 2,6 % en 2024. À la différence de 2022, le moteur principal de l'inflation serait sa composante sous-jacente, en d'autres termes, par l'absence de perturbations exogènes ou conjoncturelles et non liée au cycle économique - excluant ainsi les prix soumis à l'intervention de l'État comme les tarifs du gaz et de l'électricité et les produits à prix volatils comme le pétrole - qui s'élèverait à 5,1 % en 2023 et diminuerait à 2,4 % en 2024.

Le FMI envisage une inflation à 2,5 % pour la France en 2024.

Au total, la prévision d'inflation du Gouvernement paraît donc raisonnable.

Selon les prévisions de l'Insee, le chômage devrait avoir atteint les 7,5 % en fin d'année dernière. La Banque de France prévoit elle aussi une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. La stagnation de l'économie française pourrait faire grimper le taux de chômage à 7,6% de la population active à la mi-2024 et devrait ainsi s'envoler à 7,8 % en 2025. La faute à une croissance attendue au ralenti.

Par ailleurs, les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises et les collectivités persistent.

I.1. ORIENTATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

La loi de Finances 2024 publiée au Journal Officiel le 30 décembre 2023 prévoit notamment les mesures suivantes :

- Un abondement exceptionnel de 320 M€ sur l'enveloppe globale de la DGF de 27,24 Md
- Face à l'inflation qui impacte fortement les budgets des collectivités, la loi met en place des dispositifs exceptionnels d'aides face à l'inflation :

o un filet de sécurité centré sur les dépenses énergétiques 2023

Pour être éligible au filet de sécurité, les collectivités doivent remplir trois critères cumulatifs :

- Disposer d'un potentiel financier ou fiscal par habitant inférieur au double de la moyenne de la strate
- Enregistrer une perte d'au moins 15 % d'épargne brute en 2023 par rapport à 2022
- Faire face à une hausse des dépenses d'énergie en 2023 supérieure à 60 % de la hausse des recettes réelles de fonctionnement.

La Ville a candidaté pour ce dispositif sur la base des estimations fournies. Un second arbitrage sera effectué par l'administration fiscale sur la base du Compte Administratif 2023. Par mesure de prudence, nous n'intégrerons pas cette recette dans le budget primitif 2024.

o un amortisseur sur les tarifs de l'électricité

Les principes pour bénéficier du dispositif sont similaires à ceux de 2023 mais les chiffres diffèrent. En effet, la facture sera désormais couverte à 75 % (contre 50 % en 2023) mais seulement au-delà d'un prix de 250 euros par mégawattheure (contre 180 euros/MWh en 2023). En revanche, le plafond de 500 euros par mégawattheure est supprimé. Les contrats doivent avoir été signés avant le 30 juin 2023 et être encore en vigueur en 2024.

Les factures d'électricité comprennent la fourniture de l'électricité, son acheminement et des taxes. C'est la partie fourniture qui est ciblée par le dispositif.

Le tarif applicable à notre commune étant de 378€/MWh, elle est donc éligible, comme en 2023, à l'amortisseur sur les tarifs d'électricité.

o Un fonds vert pour la planification écologique

Le fonds vert, inscrit dans la loi de finances 2023, constitue un signal fort d'accompagnement des acteurs territoriaux, indispensables pour accélérer et intensifier la transition écologique déjà à l'œuvre dans les territoires. Ainsi, Pour soutenir la mobilisation des collectivités territoriales, le Gouvernement a décidé la pérennisation du fonds vert jusqu'à 2027 et son renforcement à hauteur de 2.5Md€ dès 2024 pour contribuer à répondre aux enjeux de la planification écologique. En effet, la Commune a candidaté à ce fonds notamment pour le financement des travaux sur les écoles Giono, Molière, le Bréau et Lapierre (cf. décisions du Maire, dossier du Conseil municipal du 08 février 2024).

2. ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

2.1. EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1.1. Recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement de la Commune pour 2024 affichent une baisse de 3,49% par rapport au compte administratif provisoire 2023.

Au global, elles représentent une variation en valeur de 1 213 081€.

| Nature | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA prévisionnel 2023 | Projet BP 2024 | Evolution en % |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| 013 - Atténuations de charges | 307 567 | 367 082 | 359 716 | 369 341 | 350 000 | -5,24% |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 1 476 545 | 1 807 209 | 2 030 276 | 2 162 548 | 2 250 100 | 4,05% |
| 73 - Impôts et taxes | 14 516 142 | 15 082 249 | 15 164 195 | 16 366 284 | 16 353 709 | -0,08% |
| 74 - Dotations et participations | 14 299 794 | 13 217 591 | 13 614 312 | 15 076 963 | 13 947 334 | -7,49% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 448 834 | 533 952 | 551 603 | 644 030 | 513 800 | -20,22% |
| 77 - produits exceptionnels, hors cessions Immobilières | 191 544 | 211 240 | 210 229 | 158 857 | 150 000 | -5,58% |
| Total general | 31 240 426 € | 31 219 323 € | 31 930 331 € | 34 778 024 € | 33 564 943 € | -3,49% |

Evolution des contributions directes et de la fiscalité reversée

| Nature | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA prévisionnel 2023 | Projet BP 2024 | Evolution en % |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| 73111 - Impôts directs locaux | 10 213 556 € | 10 574 248 € | 10 886 800 € | 11 669 570 € | 12 114 494 € | 3,81% |
| 7318 - Autres impôts locaux ou assimilés | 39 924 € | 34 696 € | 5 360 € | 708 € | 2 000 € | 182,49% |
| 73211 - Attribution de compensation de l'EPCI | 305 770 € | 305 770 € | 302 352 € | 333 786 € | 316 879 € | -5,07% |
| 73212 - Dotation de solidarité communautaire | 509 520 € | 519 464 € | 525 572 € | 525 572 € | 525 572 € | 0,00% |
| 73221 - FNGIR | 17 428 € | 17 428 € | 17 428 € | 17 428 € | 17 428 € | 0,00% |
| 73222 - Fonds de solidarité des communes de la Région Ile de France (FSRIF) | 2 674 584 € | 2 701 431 € | 2 596 197 € | 2 556 836 € | 2 556 836 € | -0,00% |
| 73223 - Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales | - | - | - | 403 103 € | 0 | - |
| 7343 - Taxe sur les pylones électriques | 66 058 € | 67 566 € | 69 324 € | 72 720 € | 70 500 € | -2,43% |
| 7351 - Taxe sur la consommation finale d'électricité | 262 587 € | 274 727 € | 265 181 € | 356 480 € | 320 000 € | -10,23% |
| 7381 - Taxe additionnelle aux droits de mutation | 426 715 € | 586 918 € | 474 981 € | 430 082 € | 430 000 € | -0,02% |
| Total général | 14 516 142 € | 15 082 249 € | 15 143 195 € | 16 366 285 € | 16 353 709 € | -0,08% |

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024

La réforme de la taxe d'habitation est aboutie depuis l'exercice 2023 et par conséquent plus aucun foyer ne paie de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Il est prévu un maintien des taux de taxes foncières (sur les propriétés bâties et sur celles non bâties), au niveau identique depuis 2003 :

- TFPB : 44.62%
- TFNPB : 100.40%

Toutefois, la revalorisation des bases fiscales sera de 3.9% pour l'ensemble du territoire français contre 7,1% en 2023. Dans le cadre de la préparation budgétaire 2024, en amont de la notification des bases prévisionnelles attendues, il a été recommandé aux collectivités de s'appuyer sur le produit TH 2022 augmenté du coefficient de revalorisation des locaux 2023 (7,1%) et 2024 (3,9%).

Depuis 2018, elle est en effet assise sur l'évolution annuelle de l'indice des prix constatée au mois de novembre.

Une prévision prudente pour le fonds de solidarité de la Région Ile de France (FSRIF) est réalisée en retenant le même montant qu'en 2023. En effet, l'évolution relative de la situation des différentes communes peut impacter le FSRIF de la Commune.

Evolution des principales dotations de fonctionnement

| Nature | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA prévisionnel 2023 | Projet BP 2024 | Evolution en % |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| 7411 - Dotation forfaitaire | 4 764 133 | 4 796 129 | 4 786 587 | 4 761 136 | 4 761 136 | -0% |
| 74123 - Dotation de solidarité urbaine | 5 546 079 | 5 683 013 | 5 823 899 | 5 966 029 | 5 966 029 | -0% |
| 74127 - Dotation nationale de péréquation | 379 125 | 395 147 | 363 298 | 505 055 | 505 055 | 0% |
| 7478 - Dotations de la CAF | 2 589 923 | 1 726 675 | 1 801 543 | 2 346 627 | 1 629 000 | -30,58% |
| 74834 - Etat - compensat. Exonérations taxes foncières | 86 190 | 148 174 | 211 441 | 35 378 | 35 378 | 0% |
| 74835 - Etat - compensat. Exonérations taxe habitation | 427 160 | - | - | 218 736 | 218 736 | 0% |
| - Autres dotations | 507 184 | 468 453 | 627 544 | 1 244 000 | 832 000 | -33,12% |
| Total général | 14 299 794 € | 13 217 591 € | 13 614 312 € | 15 076 961 € | 13 947 334 € | -7,49% |

La dotations globale de fonctionnement (DGF) comprend la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation nationale de péréquation (DNP).

Les dotations de la CAF concernent majoritairement les crèches et les centre de loisirs. Des dotations seront reçues pour la maison de la parentalité.

L'enveloppe « autres dotations » regroupe également les participations du Département et de l'Etat, ainsi que le FCTVA.

Evolution des autres recettes

Le chapitre atténuations de charges correspond au remboursement de charges salariales par l'assurance statutaire et la caisse d'assurance maladie.

Le chapitre produits des services correspond à la participation des usagers.
La prévision 2024 tient compte de la revalorisation des tarifs de 4.9% voté par le Conseil municipal, ainsi que de la reprise en interne des activités de la MLD.

Le chapitre autres produits de gestion courantes comprend les recettes pour les loyers de locaux appartenant à la Commune.

2.1.2. Dépenses de fonctionnement : La nécessité d'une gestion rigoureuse

Vue d'ensemble

| Nature | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA prévisionnel 2023 | Projet BP 2024 | Evolution en % |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| 011 - Charges à caractère général | 6 870 234 | 7 032 154 | 7 665 305 | 9 092 546 | 9 100 000 | 0,08% |
| 012 - Charges de personnel et frais Assimilés | 18 191 527 | 17 983 587 | 18 929 101 | 19 366 134 | 19 925 200 | 2,89% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 364 130 | 1 256 813 | 1 157 429 | 1 096 232 | 1 200 000 | 9,47% |
| 66 - Charges financières | 673 985 | 608 294 | 555 560 | 605 811 | 560 000 | -7,56% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 142 675 | 121 773 | 34 656 | 208 108 | 20 000 | -90,39% |
| 68 - Dotations aux provisions semi-Budgétaires | - | 176 566 | - | - | - | |
| Total général | 27 242 551 € | 27 179 188 € | 28 342 050 € | 30 368 831 € | 30 805 200 € | 1,44% |

Les points marquants de l'année 2024

Concernant les charges à caractères général

L'inflation et les surcoûts énergétiques impactent fortement le budget 2024, sans que l'évaluation puisse en être certaine.

- L'augmentation des prix de l'électricité impacte fortement le budget 2024 de la Commune. La prévision est de 1,45M€ (nette de l'amortisseur d'électricité qui vient en déduction directement sur les factures du fournisseur) qui correspond à la dépense estimative de l'année 2023. La ville va bénéficier d'un tarif fixe pour l'année 2024 au regard du contrat conclu avec le fournisseur ;
- L'augmentation du prix du gaz a cependant impacté le budget de la commune dès 2022 et devrait se poursuivre en 2024, bien que les tarifs se soient infléchis depuis fin 2022. La prévision 2024 est de 736k€ conformément à la dépense prévue en 2023 ;
- L'inflation touche également l'ensemble des dépenses courantes de la collectivité (alimentation, transport, papier, etc...).

Des évolutions dans le périmètre d'action de la commune sont également à noter avec la création de la maison de la parentalité et d'espaces numériques.

Les activités de la MJC ont parallèlement été reprises en gestion directe par la collectivité depuis septembre 2022 suite à la dissolution de l'association.

Concernant les charges de personnel

- 5 points d'indice majoré supplémentaires au 01/01/2024 attribués à l'ensemble des agents publics
- Augmentation du SMIC brut horaire de 1.13% au 01/01/2024 : 11.65€ bruts/heure au lieu de 11.52€ soit 1766.92€ bruts mensuels au lieu de 1747.20€
- Evolution du traitement servant de base au calcul du Supplément Familial de Traitement (SFT) au 01/01/2024 : Montants minimaux calculés sur la base de l'IB 524 / IM 454; Montants maximaux calculés sur l'IB 879 / IM 722
- Evolution du montant de l'avantage en nature nourriture à 5.35€ au 01/01/2024 au lieu de 5.20€
- Augmentation du taux de l'assurance statutaire passant de 4.36% à 4.80%.

Concernant les autres charges de gestion courantes

Les subventions aux associations sont prévues au même niveau qu'en 2023 soit 646k€.

Eléments relatifs à la rémunération et à la structure des effectifs

La masse salariale est répartie en 2 parties distinctes :

- **La part contrainte** pour laquelle la collectivité a très peu de marge de manœuvre :
 - Les éléments de rémunérations obligatoires : la NBI, le traitement calculé en référence à une grille indiciaire, le supplément familial de traitement...
 - Les évolutions législatives et réglementaires (modification du statut d'un cadre d'emplois, la valeur du point, le montant du SMIC, les variations annuelles des taux de charges sociales...)
 - Les mouvements de personnel (mutations, retraites, décès, invalidités, disponibilités et détachement de droit)
 - Le « GVT » (glissement vieillesse technicité) : Avancements d'échelon (vieillesse), avancements de grade et promotion

Accusé de réception en préfecture
N° 2023-12812-01
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024

de réussite à concours ou à examen professionnel (technicité)

- **La part discrétionnaire** : les créations de poste, les promotions internes, les primes et indemnités, les heures supplémentaires, les charges accessoires (assurance, mutuelle, le personnel saisonnier...).

Le budget 2024 comprend les éléments notables suivants :

- La revalorisation du SMIC
- Augmentation du nombre de points d'indice majorés
- Evolution du taux de l'assurance statutaire

| FRAIS DE PERSONNEL | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Titulaires | 8 559 003 | 8 286 329 | 8 340 371 | 8 399 122 |
| Non titulaires | 3 905 015 | 3 991 536 | 4 559 957 | 4 888 628 |
| Emplois aidés | 17 002 | 14 256 | 104 215 | 84 700 |
| Apprentis | 20 198 | 39 259 | 52 310 | 38 091 |
| Cotisations URSSAF-caisses retraite-ATIACL | 4 745 129 | 4 743 168 | 5 027 152 | 5 075 657 |
| Cotisations CNFPT et CDG | 151 667 | 168 363 | 188 630 | 201 564 |
| Allocation Retour Emploi | 197 030 | 89 788 | 58 746 | 58 513 |
| Cotisations Assedic | 153 429 | 157 599 | 184 958 | 197 019 |
| Assurance personnel | 412 194 | 450 501 | 342 081 | 322 723 |
| Médecine professionnelle | 1 068 | 9 852 | 13 485 | 24 261 |
| Autre personnel extérieur | 29 791 | 32 936 | 31 357 | 38 022 |
| Dépenses exceptionnelles | - | - | 25 838 | 714 |
| Total | 18 191 527 | 17 983 587 | 18 929 101 | 19 366 134 |
| Evolution en % | -1,11 | -0,95 | -0,95 | 2,31 |

| Effectifs au 31/12 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Titulaires | 274 | 264 | 276 | 252 |
| Stagiaires | 18 | 8 | 6 | 12 |
| Nombre d'heures rémunérées | 494 048 | 480 480 | 483 576 | 468 226 |
| Non titulaires permanents | 124 | 129 | 171 | 113 |
| Contrats droit privé | 3 | 4 | 5 | 2 |
| Assistants maternelles | 17 | 12 | 12 | 11 |
| Agents horaires (décembre) | 115 | 109 | 113 | 176 |
| Total | 551 | 526 | 583 | 566 |

Les difficultés de recrutement dans le domaine périscolaire génèrent une augmentation mécanique du nombre de contrats.

| Promotion interne | Avancements d'échelon | Avancements de grade | Promotions internes |
|-------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|
| 2023 | 106 | 26 | 4 |
| 2022 | 249 | 30 | 2 |
| 2021 | 111 | 42 | 3 |
| 2020 | 102 | 30 | 2 |

La promotion interne dépend d'un avis rendu après examen des dossiers envoyés par la commune la commission administrative paritaire du Centre de Gestion.

| Avantages en nature en € | Logement | Bénéficiaires au 31/12 | Véhicule | Bénéficiaires au 31/12 |
|--------------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|
| 2023 | 60 042 | 18 | 13 779 | 10 |
| 2022 | 53 993 | 18 | 15 460 | 13 |
| 2021 | 49 113 | 14 | 15 589 | 10 |
| 2020 | 42 543 | 14 | 14 862 | 10 |

| Nouvelle Bonification indiciaire | Montant total versé | Nombre d'agents bénéficiaires au 31/12 |
|----------------------------------|---------------------|--|
| 2023 | 161 874 | 237 |
| 2022 | 165 965 | 264 |
| 2021 | 173 388 | 314 |
| 2020 | 186 720 | 280 |

| Heures supplémentaires | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Nbre agents |
|--------------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|-------------|
| I.H.T.S. de jour – 14 | 27 899 | 31 884 | 40 137 | 41 727 | 96 |
| I.H.T.S de jour + 14 | 1 804 | 1 647 | 2 150 | 5 459 | 14 |
| I.H.T.S dimanche et jour férié | 30 498 | 44 566 | 61 454 | 86 794 | 107 |
| I.H.T.S de nuit | 20 877 | 19 174 | 17 270 | 37 846 | 78 |
| I.H.T.S. d'élections | 1 185 | 3 907 | 5 945 | - | |
| Heures sup 25% | - | - | - | | |
| Heures sup 50% | - | - | - | | |
| Heures sup Ass.Mat | 2 374 | 2 922 | 4 499 | 4614 | 10 |
| Heures compl. Emplois Aidés | - | - | - | | |
| Total | 84 639 € | 104 100 € | 131 455 € | 176 440 € | 132 |
| | 4 475 h | 5 161 h | 6 422 h | 6 422 h | |

Accusé de réception en préfecture

077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE

Date de télétransmission : 12/02/2024

Date de réception préfecture : 12/02/2024

La reprise des manifestations sur la commune du fait de l'amélioration de la situation sanitaire - explique l'augmentation des heures supplémentaires depuis 2021.

La durée annuelle du temps de travail de 1 607h pour un temps complet, est répartie comme suit :

| | |
|---|--------------------------|
| Nombre total de jours sur l'année | 365 jours |
| Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines | - 104 jours |
| Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail | - 25 jours |
| Jours fériés (moyenne annuelle) | - 8 jours |
| Total nombre de jours travaillés | 228 jours |
| Nombre annuel d'heures travaillées : | 1 596 heures |
| (nombre de jours travaillés x 7 heures) | arrondies à 1 600 heures |
| + Journée de solidarité (Fixée le 2ème lundi de septembre par délibération n°04-12.90 du 15/12/2004) | 7 heures |
| Total en heures | 1 607 heures |

2.1.3. Autofinancement

| | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA prévisionnel 2023 | Projet BP 2024 |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------------|------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cession) | 31 240 426 | 31 219 323 | 31 930 331 | 34 778 024 | 33 564 943 |
| Dépenses réelles | 27 242 551 | 27 179 188 | 28 342 050 | 30 368 831 | 30 805 200 |
| Epargne brute | 3 997 875 | 4 040 135 | 3 588 281 | 4 409 193 | 2 759 743 |
| Capital de la dette | 1 893 752 | 1 940 280 | 1 977 926 | 2 107 865 | 2 099 772 |
| Epargne nette | 2 104 123 | 2 099 855 | 1 610 355 | 2 301 328 | 659 971 |

Les surcoûts énergétiques et de l'inflation prévisionnels en 2024 impactent le budget 2024. Malgré ce contexte, la Ville dégagerait une épargne nette positive pour 2024.

Le solde du compte au Trésor de la Commune est de 5 158 172.13 € au 31/12/2023. Ce solde permettra de régler les factures des fournisseurs en début 2024 dans l'attente de l'encaissement des recettes.

2.2. LES DEPENSES ET LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

2.2.1. Programme d'investissement

Suite à la décision de décaler le projet Camus, la ville devrait poursuivre les investissements déjà initiés et en entamer de nouveaux :

- Enfouissement des réseaux rue de l'Église en cours et rue de la Lyve
- Viabilisation des terrains rue de l'Église
- Le projet de lotissement communal rue de la Ferme
- Acquisitions des espaces naturelles sensibles
- NPNRU Plein-Ciel : dépenses nécessaires à la maîtrise foncière devant permettre la réalisation du projet de centre commercial (DUP, acquisitions, ...)
- Création d'espaces numériques et inclusifs au Mée-sur-Seine.

S'y ajoute les dépenses de gros entretien et sécurisation des équipements (éclairage public, voirie, bâtiment) et de renouvellement des matériels (notamment informatiques).

La dépense prévisionnelle pour l'ensemble de ces investissements, remboursement de capital compris, est de 10.3 M€.

Les recettes d'investissement attendus sont essentiellement des subventions/dotations (1.9M€) et des cessions (2.0 M€) et il n'est prévu de faire appel à l'emprunt en 2024 pour s'inscrire dans une logique de désendettement jusqu'à 2026 et de pouvoir y recourir lorsque les projets CAMUS et NPNRU passeront en phase opérationnelle.

PPI 2024-2029 (Programme Pluriannuel d'investissement)

Le PPI reflète les grandes priorités définies par le projet d'investissement de la Commune, notamment en termes d'équipements publics et de réhabilitations des bâtiments municipaux. Il pose également les jalons des besoins de financement sur la période.

Le PPI établi à ce jour prévoit un volume de dépenses d'investissements (hors dette) de 68.3 M€. La hausse des dépenses d'investissement entre 2027 et 2029 s'explique par les projets Camus et NPNRU qui s'opéreront en parallèle.

Par ailleurs, il devra être mis en perspective avec les demandes budgétaires annuelles et pluriannuelles des directions et sera ajusté au fil de l'eau, en fonction de la « vie des projets » et de l'évolution physiques des opérations.

| En millions d'€ | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | TOTAL |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 8,3 | 8.2 | 8.7 | 13.1 | 15.4 | 14.6 | 68.3 |
| Recettes d'investissement (hors dette) | 5,9 | 6,1 | 7.2 | 7.5 | 8.0 | 8.3 | 43.0 |
| Charge nette Investissement | 2.4 | 2.1 | 1.5 | 5.6 | 7.4 | 6.3 | 25.3 |

Le PPI prendra appui sur les autorisations de programmes (AP) qui seront votées par le Conseil Municipal et qui fixeront les échéanciers des crédits de paiement (CP) pour chaque programme sur une période en fonction du calendrier prévisionnel de réalisation des opérations.

La réhabilitation et l'agrandissement de l'école Camus est un projet pluriannuel qui a été décalé dans

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20240208-2024DCM-02-606-DE
Date de télétransmission : 12/02/2024
Date de réception préfecture : 12/02/2024

le temps suites à la priorité de reconstruction du centre commercial Croix Blanche. Les autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) seront révisées en 2024 à l'occasion d'une étape budgétaire pour en tenir compte.

2.2.2. Structure et gestion de la Dette

Endettement

La dette globale de la collectivité à fin 2023 s'élève à 18 803 709.56€.

Le capital à amortir en 2024 est de 2 099 771.98€ soit une dette prévisionnelle à fin 2024 de 16 703 937.58€.

Pour rappel, en 2023, il était prévu la souscription d'un nouvel emprunt à hauteur de 5M€ et compte tenu de la durée de vie de l'équipement ainsi financé (l'école Camus), la durée d'emprunt envisagée était de 25 ans. Ce montant important s'expliquait par le passage en phase travaux du projet de l'école Camus qui a été décalée suite aux émeutes survenues en 2023. L'emprunt de 5M€ n'a pas été finalement mobilisé en 2023 et Il n'est pas prévu de nouvel emprunt en 2024.

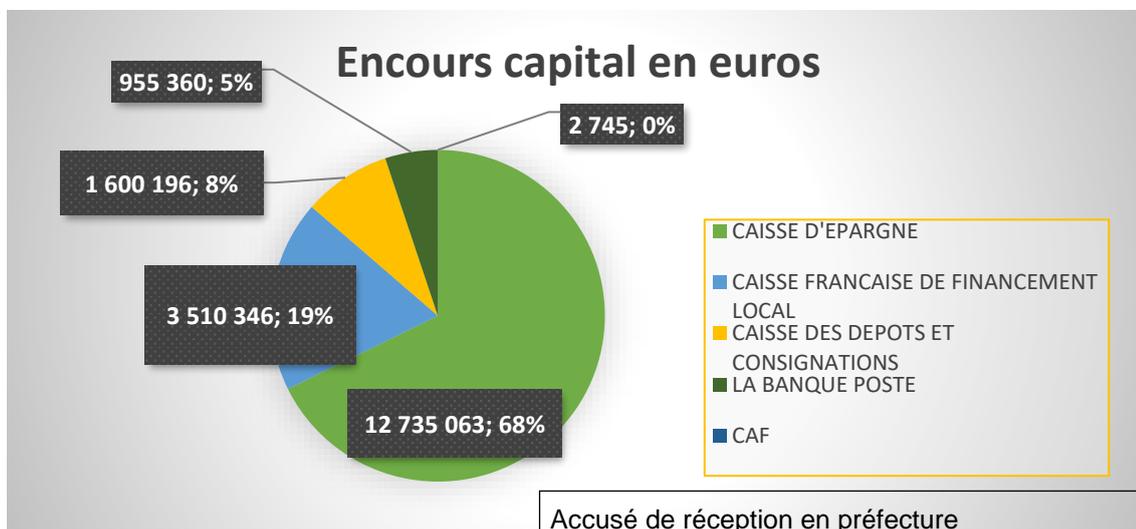


La maturité de la dette est de 25 ans, soit une extinction de la dette en 2047.

Les emprunts à taux fixent constituent 82% de l'encours de dette.

L'ensemble des 25 contrats de prêts sont classés en IA sur la charte Gissler. Il s'agit du niveau de risque financier le plus bas de cette classification.

L'encours de la dette de 18 803 710€ est réparti entre 5 prêteurs.



Accusé de réception en préfecture
 077-217702851-20240208-2024DCM-02-60b-DE
 Date de télétransmission : 12/02/2024
 Date de réception préfecture : 12/02/2024